



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

La préfète de la Haute-Savoie

Annecy, le jeudi 05 juin 2025

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2025-0039 du 05/06/2025

Portant mise en demeure de la société GRAPHOCOLOR APTAR

19 AVENUE DES VIEUX MOULINS, 74000 Annecy,

SIRET : 77814794200016

VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-8,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-010 du 7 avril 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007-3205 du 29 octobre 2007 autorisant la société GRAPHOCOLOR, à poursuivre l'exploitation de son établissement situé 19 avenue des vieux moulins, 74000 Annecy, spécialisé dans le traitement de surface ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-0003 du 5 mai 2015 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007-3205 du 29 octobre 2007 de la société GRAPHOCOLOR ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 mai 2025 relatif à l'inspection de l'établissement menée le 16 mai 2025, transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du



26 mai 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, engageant la procédure contradictoire réglementaire,

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 28 mai 2025 et par courrier recommandé avec accusé de réception LRAR 1A 201 526 5752 5 en date du 28 mai 2025 dans le cadre de la phase contradictoire ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 03 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection en date du 16 mai 2025, l'inspection a constaté que le volume de bains de traitement de surface du site est de 194,4 m³ et que ce volume représente une augmentation de 38,7 m³ par rapport au volume indiqué à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du site du 5 mai 2015 ;

CONSIDÉRANT que le volume total des bains (194,4 m³) présents sur le site ne dispose pas d'une autorisation environnementale, celle délivrée en 2015 couvrant un volume total de bains de 155,7 m³, ce qui constitue le non respect des articles R.122-2 à R.122-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient dès lors de faire application des dispositions prévues par l'article L.171-7 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société GRAPHOCOLOR APTAR ANNECY qu'elle respecte les prescriptions édictées par les articles R. 122-2 à R.122-5 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La société GRAPHOCOLOR APTAR, ci-après dénommé « l'exploitant », dont le siège social est situé au 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS à ANNECY, est mis en demeure, dans un délai de douze mois de respecter les dispositions des articles R122-2 à R122-5 du code de l'environnement en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale avec étude d'impact, conforme aux prescriptions de l'article R.122-5, complété selon les prescriptions de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement ;

Article 2 :

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté .

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra

être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'article 1.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture ainsi que sur le site internet de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire d'Annecy.

Pour la préfète,
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT